

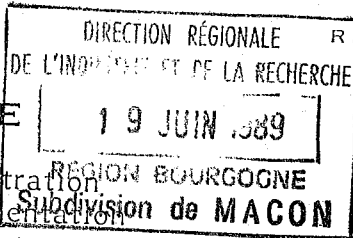
15 Juin 1989

159

PRÉFECTURE
DE

SAONE-ET-LOIRE

Direction de l'Administration
Générale, de la Réglementation
et de l'Environnement



ARRÊTÉ

2ème Bureau

Arrêté d'autorisation d'exploiter une
installation classée par la S.A. CEBAL
à CHALON-sur-SAONE

LE PREFET de SAONE-et-LOIRE,
Officier de la Légion d'Honneur,

N° 89-247

- VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU la nomenclature des installations classées,
- VU la demande en date du 23 Septembre 1987 présentée par la S.A. CEBAL à l'effet d'être autorisée à exploiter une installation classée sur le territoire des communes de Fragnes, Crissey et Chalon-sur-Saône,
- VU l'arrêté préfectoral portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- VU le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 25 Janvier au 24 Février 1988 et le rapport du Commissaire-enquêteur,
- VU l'avis du Conseil municipal de Chalon-sur-Saône, dans sa séance du 22 Février 1988,
- VU l'avis du Conseil municipal de Crissey, dans sa séance du 29 Janvier 1988,
- VU l'avis du Conseil municipal de Champforgeuil, dans sa séance du 11 Février 1988,
- VU l'avis du Conseil municipal de La Loyère, dans sa séance du 29 Janvier 1988,
- VU l'avis du Conseil municipal de Fragnes, dans sa séance du 16 Mars 1988,

.../...

- VU les avis de :

- . M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
en date du 7 Décembre 1987,
 - . M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et
Sociales,
en date du 5 Février 1988,
 - . M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,
en date du 23 Novembre 1987,
 - . M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
en date du 4 Décembre 1987,
 - . M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de
Secours
en date du 16 Novembre 1987,
 - . M. le Directeur du Service Interministériel des Affaires
Civiles Economiques de Défense et de la Protection Civile
en date du 29 Octobre 1987,
- VU l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche - Région Bourgogne - Inspecteur des installations classées, en date du 19 Décembre 1988,
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 2 mars 1989,
- Le pétitionnaire entendu,
- Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1ER

1.1. - Titulaire de l'autorisation

La S.a. CEBAL, dont le siège social est 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des installations classées précisées à l'alinéa 1.2. du présent article, dans son établissement situé sur le territoire des communes de Fragnes, Crissey et Châlon-sur-Saône, rue Paul Sabatier.

1.2. - Liste des installations classées

L'établissement objet de la présente autorisation comporte des installations relevant des activités visées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et dont la liste figure ci-après :

- | | |
|--|--------------|
| - Travail mécanique des métaux et alliages | |
| Rubrique n° 281 (1°) | Autorisation |

.../...

- Traitements électrolytiques ou chimiques
des métaux et matières plastiques
Rubrique n° 288 (1°) Autorisation
- Installations de réfrigération ou compression,
la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW
Rubrique n° 361 (B-1°) Autorisation
- Application à froid de vernis, peintures,
encres d'impression
Rubrique n° 405 (B-3°-a) Autorisation
- Cuisson ou séchage des vernis, peintures
encres d'impression
rRubrique n° 406 (1°-b) Autorisation
- Ateliers de charge d'accumulateurs
Rubrique n° 3 (1°) Autorisation
- Installations de combustion
Rubrique n° 153 bis (2°) Déclaration
- Dépôts de liquides inflammables
Rubrique n° 253 (B) Déclaration
- Emploi de matières plastiques ou
résines synthétiques
Rubrique n° 272 (A-2°) Déclaration
- Polychlorobiphényles,
polychloroterphényles
Rubrique n° 355 (A) Déclaration

1.3. Installations non classées

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Caractéristiques de l'établissement

L'établissement objet de la présente autorisation a pour activité principale la fabrication de capsules métalliques en fer blanc et aluminium et de capsules plastiques.

Il comprend :

- . 7 vernisseuses
- . 8 fours de cuisson
- . 4 impression offset à plat
- . 10 cisailles
- . 69 presses de reprise d'emboutissage
- . 7 impression offset latérale
- . 7 fours de cuisson

.../...

- . 6 machines à sérigraphier
- . 6 tunnels de séchage
- . machines à moulurer
- . machines à injecter les joints
- . 13 fours de polymérisation
- . 32 presses à injecter
- . 2 malaxeurs
- . extrudeuses
- . presses à découper

2.2. - Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

2.3. - Réglementations de caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'instruction de M. le Ministre du Commerce en date du 6 Juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'instruction du 17 Avril 1975 fixant les conditions à remplir par les réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables,
- l'arrêté du 20 Juin 1975 de M. le Ministre de l'Industrie et de la Recherche relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie,
- la circulaire du 10 Août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau,
- l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- l'instruction technique du 5 Avril 1988 relative aux ateliers de reproduction graphique.

2.4. - Réglementation des activités soumises à déclaration

Les activités visées à l'alinéa 1.2. du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises, d'une part aux dispositions du présent arrêté, d'autre part, aux prescriptions générales relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des installations classées, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions générales applicables en l'espèce sont annexées au présent arrêté.

ARTICLE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

3.1. - Prescriptions générales

3.1.1. - Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égoût directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

3.1.2. - Epandage et infiltration

Il est interdit de procéder à des déversements sur le sol ou dans le sol.

3.1.3. - Consommation d'eau

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement et plus particulièrement en ce qui concerne les eaux d'origine souterraine.

3.2. - Séparation des réseaux de rejet

3.2.1. - Eaux pluviales

Les eaux pluviales, les eaux de refroidissement et, d'une façon générale, toutes les eaux non polluées, sont collectées et évacuées par un réseau séparatif.

Le nombre d'émissaires est de 5. Ils se rejettent dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

3.2.2. - Eaux polluées

Les eaux polluées au cours de la fabrication, les eaux usées diverses sont collectées et évacuées par un réseau séparatif.

Le nombre d'émissaires est de 5. Ils se rejettent dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle.

3.2.3. - Eaux vannes - Eaux sanitaires

Les eaux vannes et les eaux sanitaires sont évacuées dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle.

3.3. - Traitement des eaux résiduaires

Le réseau "eaux usées" de la zone industrielle est pourvu à son extrémité d'une station d'épuration collective sous l'appellation : AUZIN (Association des Utilisateurs de la Zone Industrielle Nord). Cet ouvrage, construit en 1980, est du type biologique.

Les effluents rejetés dans ce réseau doivent présenter les caractéristiques ci-après :

Débit	≤	90 m ³ /j
5,5	≤	pH ≤ 8,5
t°	≤	30°C
MEST	≤	100 mg/l
DCO	≤	250 mg/l
DBO5	≤	100 mg/l

3.4. - Règles d'exploitation

L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma sera tenu, en permanence à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

3.4.1. - Mesures de débit - Equipement du rejet pour permettre les prélèvements

Les points de rejet doivent permettre la réalisation de mesures de débit et comporter les dispositifs nécessaires à l'exécution de prélèvements. Leur accès sera aménagé notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesures.

3.4.2. - Contrôle inopiné

Des prélèvements, analyses et tout contrôle de la qualité ou du débit des eaux rejetées peuvent être effectués par les agents de l'Inspection des installations classées. Les frais d'analyses seront à la charge de l'exploitant.

3.5. - Prévention des pollutions accidentelles

3.5.1. - Déversement accidentel des capacités de stockage

A toutes capacités ouvertes ou fermées contenant des liquides polluants ou toxiques, implantées dans les ateliers ou à l'extérieur, seront associées des capacités de rétention étanches, incombustibles et inattaquables. Le volume de la capacité de rétention sera au moins égal au plus grand des volumes suivants : volume de la plus grande des capacités concernées ou 50 % du volume des capacités concernées par une même cuvette.

.../...

Les cuvettes de rétention doivent, en outre, présenter une résistance mécanique suffisante à la pression des fluides accidentellement répandus. A cette fin, la société CEBAL réalisera pour le 30 Juin 1989 les travaux suivants :

- a) - une cuvette de rétention pour l'aire de stockage des fûts contenant des solvants usés
- b) - une cuvette de rétention pour l'aire de stockage des fûts contenant des huiles usées
- c) - un étanchement du fossé ceinturant le local en bardage métallique abritant des fûts de vernis de fabrication - (N.E. de l'usine).

3.5.2. - Consignes d'intervention contre la pollution accidentelle

L'exploitant établira des consignes d'intervention à appliquer en cas de pollution accidentelle dans le but de maintenir la pollution à l'intérieur de l'usine.

3.5.3. - Déversement accidentel par les tuyauteries de liaison

Les tuyaux de liaison des capacités fixes seront aériens ou placés dans des caniveaux visitables. Les canalisations enterrées seront tolérées à la condition qu'elles circulent à l'intérieur d'une gaine étanche visitable aux extrémités et respectent les conditions prévues à l'article 16 de l'instruction du 17 Avril 1975.

Les tuyaux flexibles de raccordement placés entre la capacité fixe ou mobile en vue d'un transvasement ainsi que les raccords eux-mêmes seront considérés comme source potentielle de pollution accidentelle. Les aires concernées seront aménagées pour que les liquides répandus accidentellement puissent être, soit retenus et récupérés, soit dirigés vers une capacité de rétention étanche, à moins que des systèmes automatiques de fermeture préviennent tout départ. Toutes dispositions devront être prises pour assurer l'évacuation éventuelle de ces liquides après accident et leur traitement avec un niveau de performances équivalent à celui requis à l'alinéa 3.3.2. du présent article.

3.5.4. - Protection du réseau public

Le réseau public d'eau potable sera protégé contre les phénomènes de retour par un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable.
Délai : 31 Décembre 1989.

3.5.5. - Citernes enterrées

Les citernes enterrées doivent répondre en tout point à la législation en vigueur. Elles seront, en particulier, équipées de limiteurs de remplissage. Le paragraphe 3.5.3. ci-dessus leur est applicable. L'exploitant doit tenir à jour le planning des épreuves imposées par l'instruction du 17 Avril 1975.

3.5.6. - Déclaration de pollution accidentelle

Une pollution accidentelle du milieu naturel entraînera impérativement une déclaration dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des installations classées. L'exploitant lui fournit rapidement un rapport sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

3.5.7. - Frais

Les frais qui résultent d'une pollution accidentelle due à l'installation seront à la charge de l'exploitant, notamment les analyses et la remise en état du milieu naturel.

ARTICLE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

4.1. - Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, ou au caractère des sites est interdite.

4.2. - Conditions de prélèvement

La détermination de la teneur des gaz émis en composés organiques volatils est effectuée par le dosage des hydrocarbures non méthaniques.

Les conduits de rejets à l'atmosphère possèdent une section droite suffisante pour que les mesures de débit puissent se réaliser dans les conditions de la norme NF X 44052.

4.3. - Conditions de mesure

Le volume des gaz émis est exprimé dans les conditions normales de température et de pression (0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur).

4.4. - Installations de reproduction graphique

4.4.1. - Normes de rejet

Pour toutes nouvelles lignes installées après le 1er Janvier 1989 les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm3 d'hydrocarbures non méthaniques (exprimés en équivalents méthane).

Les installations existantes au 1er Janvier 1989 devront respecter, pour chacune d'entre elles, les normes suivantes :

. Ligne I	Rejet n° 1 : 110 mg/Nm3
	Rejet n° 2 : 100 mg/Nm3
. Ligne II	Rejet n° 1 : 100 mg/Nm3
	Rejet n° 2 : 140 mg/Nm3
. Ligne ex VI V	Rejet n° 1 : 100 mg/Nm3
	Rejet n° 2 : 100 mg/Nm3
	Rejet n° 3 : 1400 mg/Nm3
	Rejet n° 4 : 350 mg/Nm3
	Rejet n° 5 : 100 mg/Nm3
. Ligne IV	: 150 mg/Nm3
. Ligne III	: 100 mg/Nm3

4.4.2. - Autosurveillance

Les résultats de l'autosurveillance sont transmis annuellement à l'Inspection des installations classées, sous une forme synthétique mettant en évidence les évolutions des paramètres retenus dans le temps et les commentant si nécessaire.

Cette autosurveillance portera sur les paramètres suivants :

- bilan matière annuel en solvants pour les installations :

- . ligne I VI
- . ligne II VIII
- . ligne IV
- . ligne III
- . ligne ex VI (V)
- . ligne IX

4.6. - Vérifications et contrôles des rejets

Des vérifications seront réalisées à la demande de l'exploitant par un organisme indépendant. Elles devront déterminer les flux et les concentrations en hydrocarbures (avec répartition méthane - non méthane).

ARTICLE 5 - PREVENTION DU BRUIT

5.1. - Principes généraux

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

.../...

5.2. - Véhicules et engins

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 Avril 1969.

5.3. - Appareils de communication par voie acoustique

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5.4. - Normes de bruit

Les prescriptions de l'arrêté du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées seront applicables.

Les niveaux limites admissibles (L limite) mesurés en dB (A) suivant l'arrêté du 20 Août 1985 ne doivent pas dépasser, en limite de propriété :

- . les jours de semaine de 7 h à 20 h : 65 dB (A)
- . les jours de semaine de 22 h à 6 h : 55 dB (A)
- . les jours de semaine pour les périodes intermédiaires : 60 dB (A)
- . les dimanches et jours fériés : 55 dB (A)

5.5. - Contrôle

Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles pourront être effectuées à la demande motivée de l'Inspecteur des installations classées. Les frais qui en résultent seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 - ELIMINATION DES DECHETS

6.1. - Principes généraux

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement doivent être éliminés dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influences néfastes sur le sol, la flore, la faune, qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou des eaux, de bruit, d'odeurs, qui respectent les sites et paysages et, plus généralement, qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

.../...

6.2. - Caractérisation des déchets

L'exploitant détiendra toutes informations de type analyse, tests de lixiviation, tests de toxicité, informations propres, éléments bibliographiques permettant de connaître les déchets produits et notamment leurs caractéristiques physico-chimiques et les dangers de tous ordres qu'ils peuvent présenter.

Ces informations seront archivées en complément du registre visé au paragraphe 6.4.1.

Elles seront communiquées, sur sa demande, à toute personne impliquée dans le processus de traitement ou d'élimination et à l'Inspecteur des installations classées.

6.3. - Stockage temporaire des déchets

Le stockage temporaire des déchets s'effectuera à l'intérieur de l'entreprise. Il se fait dans des conditions qui ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) et aux populations avoisinantes.

Les stockages de déchets liquides ou pâteux se feront en cuvette de rétention étanche, résistant à l'attaque des produits stockés et à la pression des fluides. Le volume total stocké doit pouvoir être retenu afin de ne pas provoquer de pollution accidentelle.

Le stockage de déchets solides non métalliques se fera sur aire étanche. Si ces déchets peuvent être soumis à la pluie, l'aire doit pouvoir retenir ces eaux. Celles-ci seront récupérées et traitées à moins qu'elles aient les caractéristiques prévues au paragraphe 3.3.2.

6.4. - Contrôle de la production et de l'élimination des déchets

6.4.1. - Registre de comptabilité et de suivi des déchets

L'élimination fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets liquides ou solides polluants ou dangereux :

- origine, composition, quantité,
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement,
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis trimestriellement à l'Inspecteur des installations classées.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées pendant une durée d'au moins deux ans.

.../...

6.4.2. - Elimination des déchets

L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par l'installation dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Il est responsable du devenir des déchets jusqu'à leur élimination dans des conditions propres à sauvegarder les intérêts visés à l'article 6.1. Il doit donc s'assurer que l'installation traitant ou éliminant ses déchets est dûment autorisée à cette fin au titre de la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées et pourra en justifier à tout moment.

6.4.3. - Certificat de destruction

Pour chaque enlèvement, l'exploitant se fera délivrer par l'entreprise assurant l'élimination un certificat de destruction ou une pièce justificative équivalente.

ARTICLE 7 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET L'EXPLOSION

7.1. - Principes généraux

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

7.2. - Protections générales

7.2.1. - Protection de premier secours

L'établissement dispose d'une protection de premier secours permettant à tout moment de lutter contre un sinistre en attendant les secours extérieurs.

7.2.2. - Personnel de premier secours

L'usine doit avoir sa propre équipe de sécurité dotée de matériel adéquat et entraînée périodiquement. Cette équipe, intervenant dans les opérations de premier secours, sera placée sous la direction d'un personnel d'encadrement.

7.2.3. - Entraînement du personnel

Des exercices de lutte contre l'incendie seront effectués périodiquement l'espacement entre deux exercices ne pouvant excéder quatre mois. Au moins une fois par an, un exercice sera fait si possible en liaison avec la brigade de sapeurs-pompiers.

A cette fin, le chef d'établissement fait une demande écrite au représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours pour qu'un exercice soit réalisé sur le site.

7.2.4. - Equipement de lutte contre l'incendie

L'établissement doit être doté d'équipements appropriés dont la nature et le nombre doivent être proportionnés aux risques présentés par les installations.

7.2.5. - Dispositifs et plan de lutte

Les dispositifs et plan de lutte contre l'incendie sont établis en accord avec le représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

7.3. - Alerte

Un code de sonnerie ou un dispositif équivalent permet de convoquer sans délai l'équipe de sécurité.

Les secours extérieurs sont immédiatement prévenus.

7.4. - Règles de sécurité

7.4.1. - Chauffage

Les moyens de chauffage seront choisis et utilisés de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie ou d'explosion propre à l'établissement.

7.4.2. - Installations électriques

7.4.2.1. - Règles d'aménagement

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret n° 62.1454 du 14 Novembre 1962 modifié relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

7.4.2.2. - Protection des installations électriques

Les installations électriques doivent être protégées conformément aux normes en vigueur lorsqu'elles sont soumises à l'action de l'eau, ou à des contraintes mécaniques ou à l'action de poussières inertes ou inflammables, ou à l'action d'agent corrosif.

7.4.2.3. - Zones à atmosphère explosive

Les zones de l'établissement dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations sont soumises à l'arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des installations classées.

7.4.2.4. - Contrôle du matériel électrique

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toutes modifications importantes, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du Travail.

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

7.4.3. - Emploi d'outillage générateur de point chaud

L'intervention du personnel d'entretien ou d'une entreprise de service, avec des outillages générateurs de points chauds, tels que chalumeau, poste de soudure électrique, tronçonneuse, meule, ne peut s'effectuer qu'après obtention d'un permis de feu délivré par le chef d'établissement ou le responsable de la sécurité incendie.

7.4.4. - Information du personnel

Des consignes affichées et commentées au personnel doivent énoncer les précautions à prendre pour prévenir les incendies et les explosions. Elles seront revues et commentées après toute modification apportée à l'outil industriel. Elles traitent entre autres :

- des interdictions de fumer ou de feux nus, l'enlèvement des folles poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie ou d'une explosion,
- de la délivrance du permis de feu,
- des modalités de gardiennage ou de surveillance
- de la conduite à tenir en cas de sinistre,
- du code des signaux d'alerte

7.4.5. - Registre de contrôle

Le responsable de la sécurité doit tenir un registre de contrôle, d'entretien et de manoeuvre des dispositifs de lutte contre l'incendie et l'explosion. Sur ce cahier, doivent figurer :

- les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites par les visiteurs et toutes les anomalies de fonctionnement qui seront constatées,
- les dates des exercices effectués par les équipes de secours ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles.

Ce registre doit être tenu, en permanence, à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'Inspecteur des installations classées.

ARTICLE 8 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertit dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex ...) l'Inspecteur des installations classées.

Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

.../...

ARTICLE 9 - ANNULATION ET DECHEANCE

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 10 - PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE 11 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS ET CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

ARTICLE 12 - CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

ARTICLE 13 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 14 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 15 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

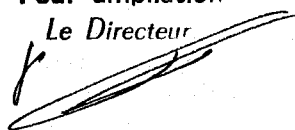
ARTICLE 16 - EXECUTION ET AMPLIATION

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de CHALON-sur-SAONE, le Député-Maire de CHALON-sur-SAONE et le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de CHALON-sur-SAONE
- M. le Maire de FRAGNES
- M. le Maire de CRISSEY
- M. le Député-Maire de CHALON-sur-SAONE
- M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de Bourgogne -
Cité Administrative Dampierre - 21000 DIJON
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement à MACON
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à MACON
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi à MACON
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON
- M. le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Économiques de
Défense et de la Protection Civile à MACON
- M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche - Inspecteur des
Installations Classées - 206 rue Lavoisier à MACON (2 exemplaires)
- M. le Directeur de la S.A. CEBAL - Zone Industrielle - Rue Paul Sabatier
71100 CHALON-sur-SAONE

Pour ampliation

Le Directeur



R. VINCENT

MACON, le 15 JUIN 1989
LE PREFET,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Signé : Gérard GUITER

Bourgeois, S. Howard) CE 334C
Plummet)
Ref) 2711R

५.

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
ET DE LA RECHERCHE DE BOURGOGNE

we are proud
of it!!

1	2	3	4	5	6	7	8
clair	clair	Nm3/h	h/an	kg/an	clair	n/100	SD
L-9 (Iniciada)	Devin shunt	20	7	250	estores Alcornoque Extens	40%	99%
L4-L2-L3 L4-L5-L6 L-8 (Devin 200)	Devin shunt	20	8	243		60%	80%

(1) le rendement de dépollution est justifié *en annexe* à renvoyer à la DRIR BOURGOGNE - subdivision de

6861 750 87

19-1089

Annexe 1 - Schéma représentant la disposition des 8 lignes

Bouvier / CERBA
Suhard

Plumet / RIR
Bel

- IP Imprimeuse
- VF Vernisseuse de finition
- V Vernisseuse
- Ep Incinérateur d'épuration

L Ligne

